

# Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITÉ  
14, rue Drouot (Paris 9°)  
Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir  
5 centimes — PARIS ET DÉPARTEMENTS — 5 centimes

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
142, rue Montmartre (Paris 2°)  
Téléph. : CENTRAL 80-63

DIRECTEUR :  
Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction  
14, rue Drouot, Paris (9°)

## M. Caillaux veut une Justice Démocratique

M. Joseph Caillaux a prononcé hier à la Chambre des Députés, un discours qui obtint le succès le plus vif et le plus mérité.

L'ancien président du Conseil exposa les principes dont doit s'inspirer la législation fiscale d'une démocratie.

Il fit avec cette clarté et cette charité qui ont valu à l'éminent homme d'Etat tant de sympathies, — et tant de haines.

Il montra avec force que l'Etat doit faire payer aux riches plus qu'aux pauvres, et pour avoir exposé une vérité d'une telle évidence, il fut traité de démagogue.

Démagogue ! Ce sont des démagogues de ce genre qui, en Angleterre, en Italie, et partout, entretiennent la confiance et l'ardeur des peuples et conduisent les nations à la victoire.

Georges CLAIROT.

### Discours de M. Caillaux

Je demande à la Chambre, dit-il, de vouloir bien renvoyer ce projet à la commission. (Très bien ! très bien !)

S'il s'agissait de simplifier les formalités et d'exonérer des droits les toutes petites successions, nous serions tous d'accord. (Très bien ! très bien !)

Mais l'article 10 nous apparaît extrêmement dangereux. Il porte ce effet :

« Sont exemptés de tous droits de timbre et de droits de succession les biens qui sont les objets de pièces qui sont exclusivement destinées à être produites par les héritiers donataires ou légataires aux comptables de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics ou d'utilité publique, à l'effet d'obtenir la remise ou le paiement des successions. »

Il est inadmissible que le Parlement s'engage ainsi d'avance dans la voie qui consiste à exonérer de droit toutes les successions sans distinction. (Applaudissements.)

Si j'avais été présent le 26 décembre 1914, continue-t-il, je aurais opposé au vote de l'article qui a supprimé les droits de mutation sur toutes les successions ouvertes pendant la guerre. (Très bien ! très bien !)

En Angleterre, le grand ministre Lloyd George a fait voter une loi analogue, mais limitée aux successions inférieures à 3 000 livres. (Très bien ! très bien !)

Décider que la succession d'une personne laissant plusieurs millions sera exonérée de tous droits est une mesure inique, tant à l'égard de la routine qu'à l'égard des petits contribuables qui auront à payer ce que les riches ne paieront pas. (Applaudissements à gauche.)

Aujourd'hui, on veut encore étendre cette disposition, sur laquelle je demanderai peut-être au Parlement de revenir, pour l'avenir bien entendu.

En tous cas, je demande qu'on ne s'en tienne pas plus avant dans cette voie. Pour ma part, je ne saurais l'admettre, et c'est pourquoi je demande le renvoi à la commission. (Applaudissements à gauche.)

MM. Denais, Bergson et Renard viennent défendre à nouveau le projet, ce qui motive une nouvelle explication de M. Caillaux : le limite-t-il pas le chiffre des successions exemptées de droit ? Celles qui s'élevaient à un chiffre élevé, comme dans l'exemple cité par M. Marc Réville, ne doivent pas bénéficier de cette exemption. (Très bien ! très bien !)

Il y a là une question de principe, quoi qu'il en soit. Peut-être qualifier d'acte de justice un mesure qui accorde l'exemption des droits, aussi bien aux successions opulentes qu'aux plus modestes ? (Très bien ! très bien !)

N'entre pas plus loin dans une voie dangereuse pour les finances de l'Etat, car d'exemption en exemption, vous ne savez pas où vous irez. Demain, on nous demandera l'exemption pour les partages, puis pour les liquidations.

Vous avez fait un premier pas dans cette voie en votant la loi du 26 décembre 1914 ; vous en voyez aujourd'hui les conséquences. (Applaudissements.)

Il s'agit non de retarder la voie de cette loi qui pourra revenir devant nous dans quelques jours, mais de donner à ce pays une justice démocratique.

Tous ceux qui sont morts sur le champ de bataille ont droit à votre vénération ; lorsqu'ils sont pauvres, leurs héritiers ont droit à votre sollicitude ; mais quand il s'agit des héritiers d'un homme opulent, pourquoi leur consentir une pareille faveur ? C'est l'esprit démocratique et patriotique dans le sens le plus élevé du mot. (Les gauches applaudissent vivement.)

### La presse et le discours Caillaux

La presse parisienne tout entière signale ce qu'elle appelle la rentrée de M. Joseph Caillaux.

« Le discours de l'ancien président du Conseil est partout commenté.

Comme d'habitude, M. Joseph Caillaux — et ce sera toujours son honneur de républicain et de démocrate — a fait contre lui l'union des forces cléricales et réactionnaires.

Toutes les feuilles de calotte et de sacristie — à deux ou trois exceptions près — ont furieusement et dissimulément par leur futur.

L'œuvre, au opérè un renégat du socialisme, vomi par son parti et par ses élec-

### La presse et le discours Caillaux

teurs, parle de *démagogie fiscale* et compare M. Caillaux aux *demagogues boches*.

Le *Figaro* est perfide et prudent :

« On a voté enfin, malgré une vaine demande de renvoi à la commission, une proposition de M. Bergson, exemptant du droit d'enregistrement et de timbre les actes relatifs aux successions des militaires et marins tués à l'ennemi. »

L'*Action française* rage ; article de Maurras en première page, chronique parlementaire en deuxième, marquant un dépôt par M. Caillaux. Il a dit que M. Joseph Caillaux a pris la parole ! Il a défendu les principes démocratiques, appliqués à l'impôt ; et il a été applaudi, et 247 députés se sont prononcés pour le renvoi qu'il demandait !

« Démagogie », dit le *Libre Parole*.

Bref, M. Joseph Caillaux a eu le succès qu'il méritait : toutes les feuilles de sacristie, en l'injuriant, manifestent leur colère et, par là, sa victoire.

Il serait injuste de ne pas noter le ton courtois du *Gauche* et de l'*Éclair*.

Quant aux grands journaux d'information, ils sont unanimes, comme les organes républicains et socialistes, à signaler les applaudissements chaleureux dont la Chambre couronna le discours de l'ancien président du conseil.

### La presse et le discours Caillaux

teurs, parle de *démagogie fiscale* et compare M. Caillaux aux *demagogues boches*.

Le *Figaro* est perfide et prudent :

« On a voté enfin, malgré une vaine demande de renvoi à la commission, une proposition de M. Bergson, exemptant du droit d'enregistrement et de timbre les actes relatifs aux successions des militaires et marins tués à l'ennemi. »

L'*Action française* rage ; article de Maurras en première page, chronique parlementaire en deuxième, marquant un dépôt par M. Caillaux. Il a dit que M. Joseph Caillaux a pris la parole ! Il a défendu les principes démocratiques, appliqués à l'impôt ; et il a été applaudi, et 247 députés se sont prononcés pour le renvoi qu'il demandait !

« Démagogie », dit le *Libre Parole*.

Bref, M. Joseph Caillaux a eu le succès qu'il méritait : toutes les feuilles de sacristie, en l'injuriant, manifestent leur colère et, par là, sa victoire.

Il serait injuste de ne pas noter le ton courtois du *Gauche* et de l'*Éclair*.

Quant aux grands journaux d'information, ils sont unanimes, comme les organes républicains et socialistes, à signaler les applaudissements chaleureux dont la Chambre couronna le discours de l'ancien président du conseil.

## Des Renforts en Orient Après la Réponse Grecque

Applaudissons sans réserves aux succès que notre diplomatie, sous la direction de M. Briand, vient de remporter à Athènes.

Au moins en principe et pour le présent, la réponse grecque donne entière satisfaction à la Quadruple-Entente. Et M. Rhalys, lui-même, assure que l'accord sera plus complet encore le jour où les garanties accordées aux Alliés seront énoncées en détail.

A merveille.

Il ne faudrait pourtant pas se fier outre mesure à ces promesses.

Aujourd'hui comme hier, Constantin reste un souverain en tutelle boche.

S'il en était autrement, si la douce pression de M. Denys Cochin avait obtenu autre chose qu'un engagement en principe, Constantin aurait rappelé Venizelos au pouvoir, puisque Venizelos représente la quasi unanimité du peuple grec, ou tout au moins il aurait démobilité son armée pour donner aux prochaines élections un caractère de sincérité absolue.

Constantin s'est bien gardé de faire cela. Et tout porte à croire qu'il en ira de même dans l'avenir. Ce n'est pas demain que nous verrons le Cobourg observer le traité solennel qui l'engage d'honneur à secourir la Serbie !

On peut même être que la satisfaction accordée aux Alliés est due autant à la présence de nos troupes en territoire grec qu'au travail de notre diplomatie. Et ce fait, qui est pour moi d'évidence, ne laisse pas d'être gros de périls.

Constantin a cédé aux représentations des Alliés parce que nos troupes sont sur ses talons.

Que demain les Austro-Boches soient aux portes de Salonique, l'armée de Sarraïl s'en défait au moins fortement entamée, et le roi félon s'assoie sur l'engagement qu'il vient de prendre vis-à-vis des Alliés comme il s'assied sur le traité qui le lie à l'héroïque Serbie.

Le succès que nous venons de remporter ne peut donc être considéré que comme une étape, comme un temps pendant lequel nous prendrons toutes les mesures nécessaires contre les surprises possibles.

Les mesures se résument en ceci : envoi immédiat de renforts considérables en Orient !

Le peuple grec est aujourd'hui entièrement avec nous. C'est le roi seul et quelques grands militaires qui sont du côté de la barbarie.

Mais les moyens d'action d'un roi sur un peuple sont nombreux et puissants. Demain le peuple grec peut n'être plus lui-même. Et un succès retentissant des Allemands peut, sous l'effet d'un de ces brusques courants populaires, communs chez tous les peuples, le jeter dans les bras de son souverain.

Ce jour-là, nous verrons la Grèce sortir de sa neutralité : mais pour se ruiner sur nos soldats.

L'action dont notre diplomatie se montre si fière ce matin, n'aurait en ce cas servi qu'à faire poignarder notre armée d'Orient dans le dos.

Ce n'est pas tout à fait ça qu'on poursuit, j'imagine !

Miguel ALMEREYDA

## SUR TOUS LES FRONTS

### LES SERBES AURAIENT REPRIS TETOVO

On dit que les Serbes auraient repris Tetoovo. La partie ouest de la Macédoine est purgée d'ennemis.

Les Bulgares sont démoralisés par les 75 Français. Une attaque bulgare a été repoussée sur la rive gauche de la Cerna par les troupes françaises. Calme complet ailleurs.

### LE SECOURS DES ALLIÉS

### UN SUCCÈS FRANÇAIS A KRIVOLAK

Salonique, 25 novembre. — Dans l'après-midi du 23, les Français ont attaqué les Bulgares à l'ouest de Krivolak sur la route de Radovista, et se sont emparés de Brounik. Les Bulgares ont fait, au cours de la nuit, une violente contre-attaque sans résultat.

L'occupation de Brounik met Krivolak à l'abri des bombardements quotidiens de l'artillerie bulgare.

Sur le reste du front, le calme est complet.

De sources serbes, on annonce que de nombreuses troupes serbes descendent de Katchank vers Perlope, afin d'assurer la protection efficace de Monastir, seule voie qui soit praticable aux approvisionnements.

De sérieux renforts anglais et français continuent d'arriver ou sont attendus.

Le ministre de la guerre serbe est parti hier pour Cuvavoj.

UNE GRANDE BATAILLE EST LIVRÉE

Chiasso, 25 novembre. — Le correspondant du « Corriere della Sera » télégraphie qu'une grande bataille s'est livrée entre 80 000 Bulgares et 50 000 Français, près de Gradsko, sur le Vardar.

### NOUVELLES DE GRÈCE

M. Denys Cochin reçu par la municipalité d'Athènes

La France acclamée par la foule

Athènes, 25 novembre. — La réception de M. Denys Cochin par la municipalité d'Athènes a eu lieu aujourd'hui, à cinq heures, à l'hôtel de ville paré de drapeaux grecs et français.

Une foule immense envahissait les abords de l'hôtel de ville et une formidable ovation salua l'arrivée de M. Denys Cochin et Guillemin, ministre de France.

Au conseil municipal, réuni en séance extraordinaire, M. Denys Cochin fut proclamé citoyen d'honneur de la ville d'Athènes. Le président du conseil municipal a remis un diplôme au nouveau citoyen d'Athènes accompagné M. Denys Cochin jusqu'à son hôtel, suivi par un cortège grandiose en tête duquel marchaient les diverses corporations de la ville avec leur bannière ; les cris de « Vive Denys Cochin ! Vive la France ! » se firent entendre.

Les rues principales et les places publiques sont restées illuminées toute la soirée. La réception eut le caractère d'une magnifique manifestation de sympathie pour la France.

### LES RUSSÉS ONT DES CANONS JAPONAIS

Zurich, 25 novembre. — On mande de Bucarest à la Gazette de Francfort que cent canons japonais sont arrivés à Jassy ; ils ont été dirigés vers les troupes de Bessarabie et de Bukovine.

### LE FRONT SERBE

PRITCHINA OCCUPEE

Amsterdam, 25 novembre. — Une colonne allemande est entrée dans Pritchina, venant du nord, et une colonne bulgare y est entrée par l'est. Les Autrichiens ont fait prisonniers 700 soldats et 4 officiers. Les Serbes se trouvent repoussés à 40 milles (160 kilomètres) de l'Adriatique. Il n'y a plus de bonnes routes deviennent d'ailleurs de plus en plus mauvaises.

LES BULGARES SE RETIRENT DE PRILEP

Londres, 25 novembre. — Le correspondant du Daily Mail mande de Salonique, à la date du 20 (copie retardée dans la transmission), que les Bulgares ont abandonné Prilep, se retirant vers le nord.

Ce mouvement inattendu est attribué à leur situation devenue critique à Uskub.

## Au Café d'Angleterre la Grève continue toujours

La grève des garçons limonadiers-restaurateurs continue au Café d'Angleterre.

Si tôt après la cessation du travail, les garçons se réunirent à la Bourse du Travail et là, la Chambre syndicale décida d'envoyer une délégation auprès des patrons de cet établissement pour leur soumettre les justes revendications du personnel gréviste.

Elle fut reçue l'après-midi par M. Volterra. Au cours de l'entrevue, ce dernier voulut bien reconnaître qu'en effet les garçons avaient été mis dans l'obligation de faire des dépenses assez sérieuses pour se mettre dans la tenue qui leur avait été imposée ; mais cette raison ne peut le faire revenir sur la décision prise.

Les garçons limonadiers doivent verser 1 franc par journée de travail.

C'est une question de principe, paraît-il, qui lui est imposée par la Chambre syndicale patronale des Limonadiers-Restaurateurs.

Devant cette infirmité manifeste, aucune entente ne put se faire.

### On embauche des renégats

Pour remplacer leur personnel défilant, ces messieurs ont eu recours à ces quelques bureaux de placement qui, toujours à l'affût de ces occasions où sous la main quelques malheureux bourgeois dont l'inconscience ne leur permet pas de se rendre compte de la seule besogne qu'on leur fait faire.

C'est avec ces garçons, pour la plupart italiens, recrutés dans ces milieux, que le

## COMMUNIQUÉ OFFICIEL

### TROIS HEURES

Nuit calme sur l'ensemble du front. Dans les Vosges la neige est tombée en abondance, principalement dans la région de la Fecht et de la Thur.

## Nouvelles de Roumanie

Le Parlement est convoqué

Genève, 25 novembre. — Le Journal officiel roumain publie la convocation du Parlement pour le 28 novembre.

Pas de remaniement ministériel pour le moment

Zurich, 25 novembre. — Le journal roumain *Unirea* annonce que M. Brătianu est obligé de garder le lit, et que le remaniement ministériel est retardé de ce fait. (Information.)

L'intervention des unionistes

Londres, 25 novembre. — De Bucarest au Times :

Le groupe de la Fédération Unioniste, d'ant les députés Ionel et Filipescu, a décidé d'insister, dès l'ouverture du Parlement, pour la discussion de toutes les questions concernant la situation intérieure et extérieure de la Roumanie.

## Toujours muets

Il déplaît aux Serveurs de l'Etranger que nous prenions acte, chaque jour, du silence qu'ils opposent à nos accusations précises et à nos questions fort nettes.

Nous continuerons cependant.

Pas plus ce matin qu'hier ou que les jours précédents, l'Action française ne nous dit qu'elle adhère, le militant royaliste Barthelemy, d'api (Vaucluse). A l'exemple des royalistes de 1793 qui émigrèrent, ce néo-royaliste de 1915, étant mobilisé, a profité d'une courte permission pour désertier, pour filer en Espagne, pour échapper à l'impôt du sang et se conserver bien portant en vue de la guerre civile et du coup de force.

C'est en vain aussi que nous avons sommé Charles Maurras de fournir une preuve, ou une précision quelconque (date, lieu, nom) à l'appui des accusations dilatoires que ce menteur formula contre notre directeur, Miguel Almereyda.

Pareillement silencieux, Léon Daudet refuse obstinément de nous dire s'il est vrai que son fils, l'aîné de ses fils, issu du premier ou du deuxième mariage, Charles Daudet, gâtard jeune, robuste et câblotaire, soit ambassadeur à Paris.

Nous demandons aussi quel était alors son ambassadeur ?

Même silence !

Enfin, Léon Daudet se garde de nous fournir le moindre éclaircissement sur la signature démarquée que fit un jour à la Préfecture de police (service des mœurs) son petit frère le tardif Lucien Daudet, adolescent passionné, qui avait à se plaindre d'un jeune secrétaire intime, trop intime.

Léon Daudet, qui répand sur les uns et les autres ses ordures injurieuses, n'a jamais touché au fonctionnement de la Préfecture de police qui, dans ces circonstances, rendit à son frère et, par là même, à toute la tribu des Daudet, un service signalé, encore que discret. Nous dirait-il le nom de ce fonctionnaire ?

Non, il ne nous le dira pas.

Il ne nous dira pas davantage s'il est vrai qu'une personne de sa tribu et même de sa famille ait obtenu du gouvernement de la République un emploi agréable et lucratif, emploi qui constitue une faveur telle que lorsque le même fut accordé à Mme Gabriel Spivert, Léon Daudet et tous ses amis déclarent que ce ne pouvait être que le paiement de services éminents.

## LE JOURNAL NE DOIT PAS ÊTRE CRIÉ

Le supérieur général, c'est le Révérend Père Emmanuel Bailly.

Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que les congréganistes violent aussi tranquillement les lois.

Mais c'est aussi que le R. P. Emmanuel Bailly puisse prêcher.

Charles Maurras ne nous avait-il pas annoncé, en nous traitant d'ignorants, que ce moine était mort depuis des années.

Nous connaissons déjà le mort qui trompe.

Voilà le mort qui prêche ! !

## Le Mort qui prêche

La Croix, l'organe des moines assumptionnistes chers à Ferdinand le Renégat et aux athées de l'Action Française, publie le compte-rendu d'une retraite qu'elle qualifie elle-même d'extraordinaire.

Extraordinaire, en effet ! Cette retraite a été prêchée par le supérieur général de la congrégation, à Lourdes.

Le supérieur général, c'est le Révérend Père Emmanuel Bailly.

Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que les congréganistes violent aussi tranquillement les lois.

Mais c'est aussi que le R. P. Emmanuel Bailly puisse prêcher.

Charles Maurras ne nous avait-il pas annoncé, en nous traitant d'ignorants, que ce moine était mort depuis des années.

Nous connaissons déjà le mort qui trompe.

Voilà le mort qui prêche ! !

## Bourse de Paris

DU VENDREDI 26 NOVEMBRE 1915

L'émouvant succès remporté par l'emprunt National dès le premier jour de la souscription produit en Bourse une excellente impression. Dans son ensemble, l'allure du marché ne se modifie pas sensiblement.

Fonds d'Etat Français 3 0/0, 64.50 ; 3 1/2 0/0, 91 — Russe 1914, 82.00 — Extérieure, 84.

